



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

AZB 3001 Berne - Prix Fr. 35.- annuel - publié mensuellement - 5 500 ex. - www.udc.ch - franc-parler@udc.ch - janvier 2017

NON à la naturalisation de masse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 12 février 2017

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 30 septembre 2016 concernant la **naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération** ?

Réponse

NON

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 30 septembre 2016 sur la **création d'un fonds pour les routes nationales et pour le trafic d'agglomération** ?

Réponse

OUI

Acceptez-vous la loi fédérale du 17 juin 2016 sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (**Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III**) ?

Réponse

OUI

Suisse / UE

4-5

La Suisse indépendante et l'Union européenne



Naturalisation

8-9

Non à la naturalisation facilitée

40'000/an ça suffit !

Arrêtons la naturalisation de masse !

La Suisse est déjà trop généreuse en matière de naturalisation. Des vérifications détaillées sont nécessaires avant de délivrer le passeport suisse. Il n'y a aucune raison de ne pas le faire avec les étrangers de la troisième génération. C'est pourquoi il faut refuser la naturalisation facilitée.

L'UDC dans les médias

Le mot du président

24heures LA PHOTO DU LECTEUR

Vaud & Régions Suisse Monde Economie Sports Culture High-Tech People Vivre Savoirs Auto

Politique Suisse romande Politblog Faits divers Images

Guy Parmelin fait rimer énergie et sécurité

Suisse L'Office fédéral de la protection de la population a identifié les domaines dans lesquels il était nécessaire et urgent de travailler.



RTS INFO

ACCUEIL INFO EMISSIONS SUISSE MONDE ECONOMIE CULTURE AFFICHER PLUS

Suisse Modifié samedi à 20:20

L'UDC ne soutient pas le référendum contre la loi d'application du 9 février



CHRISTOPH BLOCHER
CHEF STRATÈGE DE L'UDC

L'UDC renonce au référendum sur l'immigration de masse 19h30 / 2 min / samedi à 19:30

LE TEMPS ABONNEMENT EPAPER/PDF SE CONNECTER

RUBRIQUES EN CONTINU OPINIONS BLOGS MULTIMÉDIA RECHERCHER



Schweizerische Volkspartei
Union Démocratique du Centre
Unione Democratica di Centro
Unione Popolara Svizra

POLITIQUE

En Valais, l'UDC vampirise le PDC

Candidat PDC inscrit sur la liste d'Oskar Freysinger, Nicolas Voide incarne à la fois les divisions internes de son parti et le transfert de ses voix les plus conservatrices vers l'UDC

24heures LA PHOTO DU LECTEUR

Vaud & Régions Suisse Monde Economie Sports Culture High-Tech People Vivre Savoirs Auto

Politique Suisse romande Politblog Faits divers Images

L'UDC se pose en rempart de la Suisse

Politique Le parti agrarien se voit comme le seul parti capable d'empêcher la destruction de la Confédération.



2017 – une année clé pour l'indépendance de la Suisse

Je m'attendais à ce que l'incroyable arrogance qui a saisi, l'année écoulée, le Parlement, le Conseil fédéral et le Tribunal fédéral vis-à-vis de la majorité du peuple qui souhaite gérer les flux migratoires et de la Constitution, ne saurait être surpassée aussi rapidement. J'ai même pensé que, suite aux critiques émanant de vastes cercles, également hors UDC, contre cette violation de la Constitution, la politique pratiquée à Berne reviendrait aux valeurs éprouvées qui sont les nôtres et qui ont fait la force de notre pays, à savoir l'indépendance et la démocratie directe. C'est loin d'être le cas! La nouvelle présidente de la Confédération, Doris Leuthard a clairement fait savoir dans le cadre de sa prise de fonction que le Conseil fédéral présentera au Parlement, en 2017, un accord-cadre institutionnel qu'il veut conclure avec l'UE. Comme on le sait, l'appétit vient en mangeant.

Après que la volonté populaire a été sapée dans le domaine de la migration, voilà que le Conseil fédéral veut procéder hardiment et enterrer la démocratie directe en se rapprochant de l'UE. De quoi s'agit-il en fait? Dans tous les domaines où la Suisse entretient des relations bilatérales avec l'UE, le droit suisse doit être automatiquement adapté lorsque le droit européen l'est. Dans le cas d'un éventuel référendum, les mesures compensatoires de l'UE, à savoir des sanctions, pourront être prises à l'encontre de la Suisse tandis qu'en cas de conflits, ce sera la Cour de justice de l'UE qui statuera, à quoi il faut encore ajouter de nouvelles contributions financières annuelles à la cohésion européenne. L'UDC fera tout pour empêcher ce contrat de capitulation de voir le jour. Et ce non seulement dans le but de gérer soi-même la migration, mais, plus fondamentalement, pour conserver l'indépendance de la Suisse, sa démocratie directe et le modèle qui a fait son succès. L'année 2017 sera une année clé pour le futur de notre pays.

Albert Rösti

Albert Rösti, conseiller national, président de l'UDC Suisse

PS: Je vous remercie toutes et tous de votre précieuse coopération lors de la récolte des signatures pour le référendum contre la loi sur l'énergie.

Garantir des emplois

La réforme de l'imposition des entreprises III devrait permettre à la Suisse de prouver sa flexibilité et de consolider sa position en tant que place économique innovante et compétitive. Un refus de cette réforme mettrait en revanche en danger des emplois et les recettes de la Confédération, des cantons et des communes.

Cette réforme permet à la Suisse de se conformer aux nouveaux standards fiscaux internationaux et de maintenir son attractivité pour les sociétés qui bénéficient aujourd'hui de statuts spéciaux.

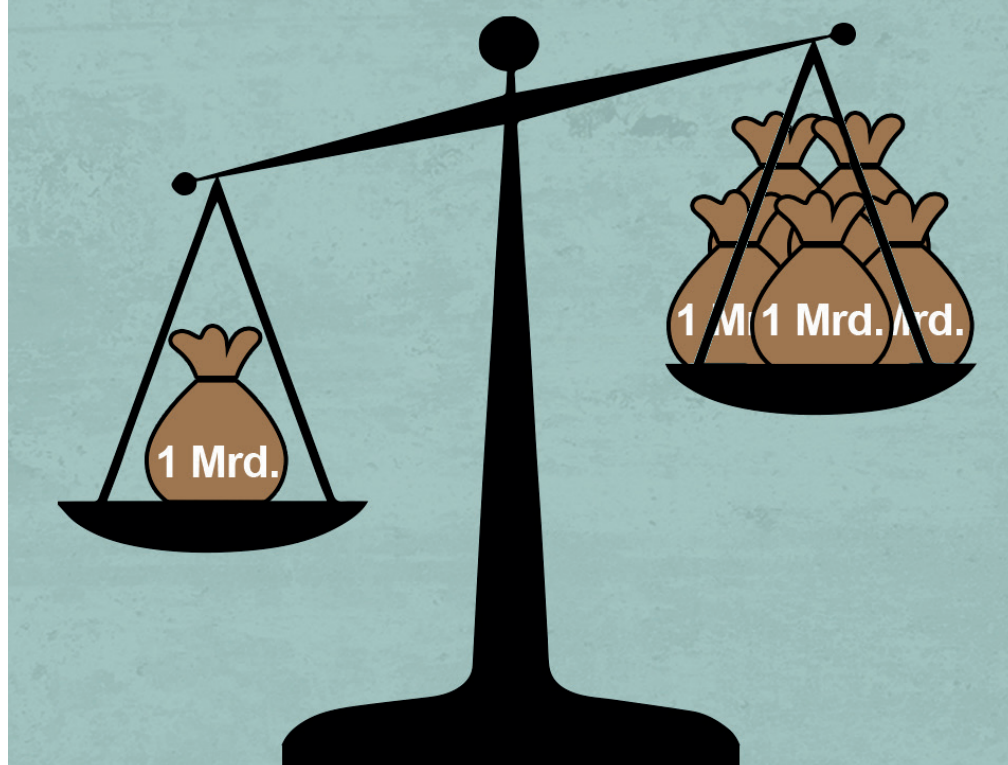
Pour une Suisse attractive

Ces 24'000 sociétés fournissent environ 150'000 places de travail dans notre pays. Ces sociétés génèrent du travail à un nombre important de PME qui gravitent autour, ce qui nous laisse facilement estimer le nombre d'emplois concernés au double, soit 300'000. Pour que la Suisse reste attractive, le Conseil fédéral, le Parlement et les cantons ont dû agir rapidement. Avec la réforme fiscale, toutes les entreprises seront soumises à un taux cantonal unique d'imposition des bénéfices. Ainsi, les sociétés actives à l'échelle internationale paieront autant, si ce n'est plus d'impôts, qu'actuellement et ce sont les PME qui en sortiront renforcées comme l'a démontré mon canton de Vaud en mars 2016 en anticipant l'application cantonale de la RIE III dans un projet très largement soutenu par plus de 87% des votants.

Un projet bien conçu et bien équilibré

Les adversaires du projet n'ont aucune proposition d'alternative réaliste et leurs allégations concernant les possibles pertes temporaires de recettes fiscale ne sont que polémique et affolement. Ces mêmes adversaires minimisent également le fait que, en cas de «non», les coûts ne seraient pas moindres pour les pouvoirs publics, mais au contraire certainement plus élevés. Car, une fois que les fondations d'une maison ont com-

La réforme de l'imposition permettra un meilleur résultat que sa non mise en oeuvre bien plus coûteuse



Investir 1 milliard de francs permettra d'empêcher des sorties d'impôt pour un montant de 5 milliards de francs. Il est donc important de voter OUI à la réforme de l'imposition des entreprises III le 12 février.

mencé à s'effriter et qu'elles continuent de le faire, les dommages n'en seront que plus importants.

Une réelle chance pour notre pays

Le Conseil fédéral et les Chambres fédérales ont bien équilibré le projet, de telle sorte que les cantons qui sont très diversement concernés peuvent disposer d'un ensemble d'outils qu'ils utiliseront au gré de leurs besoins spécifiques. Il n'est dès lors pas étonnant que les directeurs cantonaux des départements des finances, de la droite à la gauche, soient convaincus par ce projet. Celui qui s'intéresse aux

solutions et qui se sent responsable des emplois notamment ne doit pas se laisser déconcerter et doit approuver ce projet. Ce dernier représente en effet non pas un danger, mais une chance pour notre pays.

*Michaël Buffat,
conseiller national
Vuarrens (VD)*



La Suisse indépendante et l'Union européenne

par Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, Herrliberg (ZH)

Discours tiré de l'assemblée des députés du 14 janvier 2017 au Châble (VS)

I. 2017, année clé

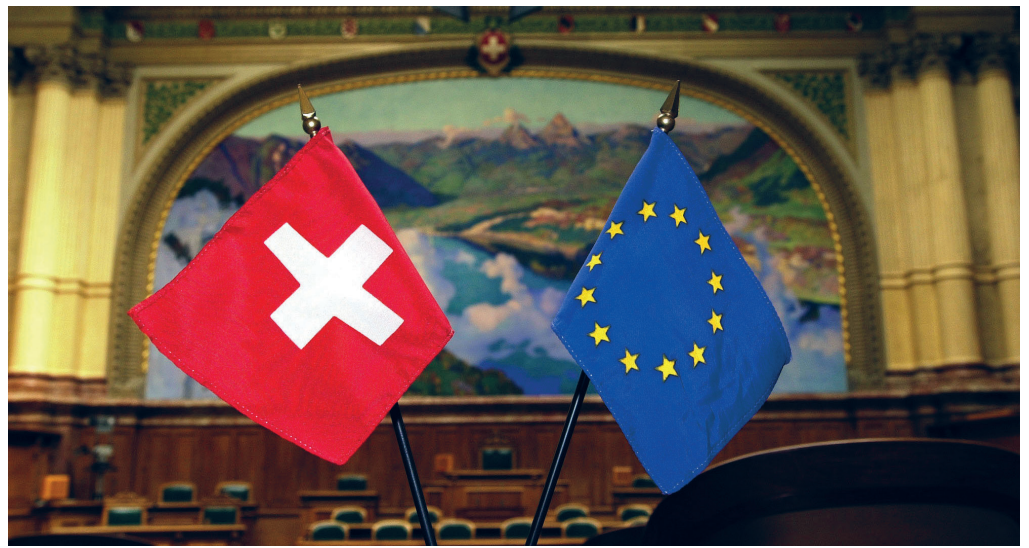
Durant cette année 2017 les fossoyeurs de la Suisse libre s'acharneront plus que jamais à miner les fondements qui font le succès de notre pays. Qui sont-ils, ces fossoyeurs de la Suisse? Il est temps de les montrer du doigt: la majorité du Conseil fédéral et du Parlement, de grandes parties de l'administration fédérale, les gestionnaires des groupes internationaux et les dirigeants syndicalistes.

S'il en va selon la volonté de cette funeste alliance, la Suisse sera rattachée en 2017 à l'UE. L'indépendance et l'autodétermination de la Suisse seront systématiquement minées et finalement supprimées. La neutralité armée sera écartée. L'économie de marché et le marché du travail libéral seront sacrifiés sur l'autel du "bilatéralisme" dans son acception la plus mensongère.

II. Les piliers essentiels de l'Etat suisse

Mesdames et Messieurs, si la Suisse se porte aujourd'hui mieux que d'autres pays, c'est parce que son Etat repose sur quelques piliers solides. Les voici, ces fondements de notre pays:

- une indépendance non négociable;
- une autodétermination par le biais de la démocratie directe: conformément à la Constitution fédérale, le peuple est le souverain de l'Etat;
- la neutralité permanente et armée grâce à laquelle la Suisse vit depuis plus de 150 ans dans la paix et la liberté;



L'UE et la Suisse sont incompatibles. La Suisse est indépendante et autodéterminée ou elle n'est pas. Si la Suisse devient comme l'UE, elle n'est plus la Suisse.

- l'autonomie des cantons et des communes qui passe avant le pouvoir centralisateur de la Berne fédérale;
- l'économie de marché libérale qui s'oppose à l'expansion désastreuse du "socialisme".

Mesdames et Messieurs, ouvrons les yeux: le Conseil fédéral, la majorité du Parlement et le Tribunal fédéral s'écartent de plus en plus de la volonté du peuple; ils minent l'autodétermination du peuple pour céder le pouvoir à des autorités étrangères.

Désormais la majorité du peuple et des cantons peut décider ce qu'elle veut; de toute manière les trois pouvoirs de l'Etat se moquent complètement de la volonté du souverain constitutionnel. Et ne croyons pas qu'ils agissent par faiblesse: ces violeurs de la Constitution fédérale sont animés par

des intentions profondément mal-faisantes.

III. Les piliers pourris de l'UE

Mesdames et Messieurs, nous autres Suissesses et Suisses, nous ne sommes pas prêts à renoncer au caractère particulier de notre pays. Nous n'avons honte ni de notre succès, ni de notre régime étatique plus efficace que celui d'autres pays. Un sentiment de honte serait surtout déplacé face à l'UE.

Qu'est-ce que c'est en réalité, cette UE? En résumé, c'est l'exact contraire de la Suisse. L'UE est une construction centralisatrice et marquée par la bureaucratie, par des politiciens professionnels et des fonctionnaires. Dans l'UE, ce sont les politiques qui décident. Le peuple n'a pas voix au chapitre. Des concepts totalement à côté de la réalité comme la libre circulation des personnes, Schengen/Dublin, une culture



Le Conseil fédéral, la majorité du Parlement et le Tribunal fédéral s'écartent de plus en plus de la volonté du peuple; ils minent l'autodétermination du peuple pour céder le pouvoir à des autorités étrangères.

de bienvenue à l'égard de tout le monde et de n'importe qui, etc. ont fait la preuve douloureuse de leur inefficacité. L'UE est et restera une erreur de construction intellectuelle.

Non, Mesdames et Messieurs, l'UE et la Suisse sont incompatibles. La Suisse est indépendante et autodéterminée ou elle n'est pas. Si la Suisse devient comme l'UE, elle n'est plus la Suisse.

Les citoyennes et citoyens suisses veulent emprunter leur propre voie. Voilà pourquoi ils ont refusé l'adhésion à l'EEE/UE, voilà pourquoi ils ont accepté l'initiative contre l'immigration de masse, l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, l'initiative contre les minarets, pour ne citer que ces quelques exemples. Le peuple s'oppose à une classe politique arrogante, mais celle-ci refuse de l'admettre et n'hésite pas, dans son obstination méprisable, à violer la Constitution et la loi.

IV. 2017: non à l'éviction du souverain

L'UDC est le seul parti de Suisse à se

battre sans compromis pour la liberté, la prospérité, la paix et la qualité de la vie en Suisse.

2017 sera l'année des grands défis pour l'UDC:

- Il faudra empêcher en 2017 l'accord-cadre institutionnel avec l'UE, donc s'opposer à la suppression de la démocratie directe et de l'autodétermination de notre pays. Nous ne voulons pas de juges étrangers!

- Il ne faut laisser aucune chance en 2017 à l'initiative RASA ou à un éventuel contreprojet.

- En 2017 il faudra couper court à la priorité du droit international sur le droit du peuple et des cantons. Il s'agira de faire accepter l'initiative pour l'autodétermination!

- L'UDC sera en 2017 le seul parti à se battre pour un marché du travail libéral puisque tous les autres partis ont voté contre ce principe durant la dernière session parlementaire de décembre.

- La nouvelle stratégie énergétique, une énorme et inutile machinerie bureaucratique, devra être enterrée en 2017. La nouvelle loi sur l'énergie prévoit des dépenses supplémentaires de 150 à 200 milliards de francs. Il faut mettre fin à cette folie aux frais des citoyennes et des citoyens.

Une célèbre chanson en allemand dit:

*« Qui doit payer?
Qui a autant d'argent,
qui a autant de fric, de fric -
qui a autant d'argent? »*

*"Les citoyens doivent payer -
ont-ils donc tant d'argent?
les citoyens donnent leur fric, fric
jusqu'à ce qu'ils n'aient plus
d'argent!"*

V. La résistance est un devoir

Mesdames et Messieurs, l'UDC est malheureusement le seul parti qui se bat encore pour une Suisse performante, libérale et où il fait bon vivre.

Retroussons nos manches et mettons-nous au travail!

OUI à la réforme fiscale OUI à un projet qui garantit 5 milliards de recettes fiscales et jusqu'à 400 000 emplois

Cette alliance dit OUI

Le Conseil fédéral, le Parlement, les cantons ainsi que l'Association des communes suisses soutiennent la réforme fiscale.

Les milieux économiques, les PME ainsi que l'Union suisse des paysans disent également OUI.

Notre système fiscal actuel n'est plus accepté à l'échelle internationale (OCDE). Les entreprises implantées en Suisse courent le risque d'être aussi imposées à l'étranger. Aucune entreprise ne souhaite prendre ce risque. Elles choisissent leur mode d'organisation et les pays dans lesquels elles mènent des activités.

Une multitude de sociétés internationales, très importantes, implantées en Suisse sont concernées. Ces 24 000 sociétés au total (dites « à statuts spéciaux ») bénéficient d'une imposition préférentielle. Si ces firmes devaient tout à coup payer des impôts au « taux ordinaire », elles verraient leurs impôts prendre l'ascenseur et partiraient s'installer dans des pays fiscalement plus avantageux.

Ces entreprises sont cruciales pour la Suisse

- + Les entreprises concernées emploient 150 000 personnes, c'est à peu près autant que le secteur bancaire ! Elles investissent beaucoup et génèrent également 250 000 emplois indirects, chez des fournisseurs et des prestataires de services – dans des PME et chez des artisans.
- + Les entreprises concernées mènent d'importantes activités de recherche-développement. Elles sont à l'origine de la moitié des dépenses de recherche-développement réalisées par le secteur privé en Suisse.
- + Les entreprises concernées paient près de la moitié des impôts sur le bénéfice encaissés par la Confédération – plus de 5 milliards de francs par an. Selon les cantons, elles versent aussi des montants élevés au titre de l'impôt cantonal sur le bénéfice.

Un départ de ces sociétés, en raison de la détérioration des conditions fiscales, mettrait donc en jeu jusqu'à 400 000 emplois, la moitié des dépenses de recherche-développement du secteur privé et 5 milliards de francs de recettes fiscales du seul côté de la Confédération.



12 Février 2017

Réforme fiscale **Oui**



Conseiller fédéral Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances

« La réforme fiscale garantit des emplois et évite des hausses d'impôts pour les particuliers et les PME. »

Pour une Suisse prospère

L'UDC défend une Suisse forte et indépendante. C'est pourquoi nous soutenons la réforme fiscale. En l'acceptant, nous garantissons le modèle auquel la Suisse doit son succès et veillons à conserver une longueur d'avance par rapport à la concurrence étrangère.



Oskar Freysinger
Chef du Département de la formation et de la sécurité, conseiller d'État
« Cette réforme offre à notre canton l'occasion de maintenir sa compétitivité et d'assurer nos emplois. »



Thomas Weber
Directeur du Département de l'économie, président du Conseil d'État
« La Suisse est prospère parce qu'elle compte parmi les pays les plus innovants du monde. La réforme fiscale renforcera sa capacité d'innovation. »



Ernst Stocker
Directeur du Département des Finances, conseiller d'État
« Rester les bras croisés n'est pas une option. Les réformes fiscales ont systématiquement augmenté les recettes. Celle-ci crée les conditions pour que la Suisse reste prospère. »



Hannes Germann
Président de l'Association des communes suisses, conseiller aux États
« Sans cette réforme fiscale, nous mettons en jeu des milliards de recettes fiscales. Il s'agit de deniers publics qui feraient cruellement défaut aux cantons, aux villes et aux communes. »



Céline Amaudruz
Conseillère nationale
« Avec la réforme, la Suisse préserve ses intérêts au niveau international. »



Pierre-André Page
Conseiller national
« Cette réforme profite à tous les cantons et à nos emplois. »



Raymond Clottu
Conseiller national
« Cette réforme est cruciale pour notre pays et profitera à l'ensemble des cantons. »



Jean-François Rime
Conseiller national
« La réforme est un investissement dans l'avenir de l'économie suisse. »



Michaël Buffat
Conseiller national
« Une réforme fiscale pour plus d'égalité, plus de succès et plus d'innovation. »



Jean-Pierre Grin
Conseiller national
« OUI à un allègement fiscal pour nos PME avec une augmentation supportable pour les multinationales. »



Alice Glauser-Zufferey
Conseillère nationale
« La réforme soutient l'emploi, préserve les recettes fiscales et contribue au financement de l'AVS. »



Jacques Nicolet
Conseiller national
« Cette réforme est nécessaire à nos PME assurant dynamisme économique et emplois. »



Jean-Luc Addor
Conseiller national
« La réforme nous permet de garantir le succès de la Suisse à l'avenir. »



Yves Nidegger
Conseiller national
« Cette réforme est nécessaire et souhaitable. C'est une opportunité pour notre canton d'assurer les emplois du secteur privé et des recettes fiscales plus durables. »



Magdalena Martullo-Blocher
Entrepreneuse, conseillère nationale
« La réforme fiscale nous permettra de garantir le modèle qui a fait le succès de la Suisse, des recettes fiscales et la prospérité. »



Toni Brunner
Agriculteur, conseiller national
« La réforme fiscale garantit des milliards de recettes fiscales. Cela nous profitera aussi à nous paysans et renforcera la Suisse. »



Manfred Bühler
Conseiller national
« Ne rien faire coûterait plus cher aux caisses des cantons et de la Confédération. Avec la réforme nous préservons 5 milliards de recettes et jusqu'à 400'000 emplois. »

www.reformefiscale-oui.ch

NON à la naturalisation fa

Aujourd'hui déjà les jeunes étrangères et étrangers peuvent se naturaliser sans aucun problème s'ils répondent aux conditions légales et s'ils sont bien intégrés. Mais nombre d'entre eux ne le souhaitent même pas. Ce nouvel assouplissement de la pratique de naturalisation ne répond donc à aucune nécessité.

La conseillère nationale vaudoise Ada Marra (PS) a motivé son enthousiasme pour ce projet lors du débat parlementaire du 27 septembre 2016 en déclarant que la véritable modification apportée par cette modification constitutionnelle était que le candidat à la nationalité suisse n'avait plus besoin de faire la preuve de son intégration. Selon elle on peut partir du principe que ce groupe de personnes est parfaitement intégré. Le fait est que ce changement de paradigme qui est le cœur de cette réforme pourrait avoir des conséquences fatales pour notre société et notre pays: la Suisse risque de naturaliser sans aucune vérification aussi bien des individus dangereux et des taupes d'organisations terroristes que des écoliers qui refusent de donner la main aux femmes enseignantes. De surcroît des parents aux convictions extrémistes ou repris de justice obtiendraient un droit de séjour définitif grâce à la naturalisation de leurs enfants mineurs.

Plus aucun contrôle

Un traitement à la légère des demandes de naturalisation nuit à la cause: il nuit à la grande majorité de la population étrangère qui se comporte correctement; il nuit aux étrangers naturalisés dans des conditions correctes, à la cohésion sociale ainsi qu'à la Suisse en général et au fonctionnement de son État.

Les demandes de naturalisation doivent donc être soigneusement examinées et le plus près possible du candidat (c'est-à-dire dans la commune). C'est la réelle intégration qui doit être déterminante et non pas le lieu de naissance et ou les cinq années de scolarité passées en Suisse. La brève durée exigée pour le séjour en Suisse (cinq ans seulement) ne permet en effet pas à elle seule d'évaluer réellement si le candidat est intégré dans la société suisse.

Une trop forte proportion de "nouveaux Suisses" ne connaît aucune

langue nationale, n'admet pas les us et coutumes suisses ou tombe dans la délinquance peu après la naturalisation. Statistiquement, ces délinquants sont présentés comme des Suisses. C'est dire que l'on a tout simplement "naturalisé" les problèmes que posent de nombreux étrangers.

Une bonne intégration doit rester une condition

La naturalisation doit toujours être la dernière étape d'une intégration réussie. Elle ne doit être accordée qu'à des personnes se comportant correctement, assurant leur propre base existentielle et ayant de bonnes connaissances d'au moins une langue nationale.

Voilà pourquoi l'UDC dit clairement **NON à la naturalisation facilitée.**

Dans la situation actuelle, un renforcement des contrôles s'impose au contraire dans la procédure de naturalisation. Une nouvelle facilité est totalement déplacée.



«Nous voulons démontrer, de manière frappante, qu'en renonçant au contrôle actuel du processus de naturalisation, nous courons le risque de donner le passeport à des personnes non intégrées. La femme à la burqa de l'affiche symbolise cette absence d'intégration. Avec cette nouvelle loi, nous ne savons tout simplement plus qui nous naturalisons et la procédure dégénère en pure tâche administrative.»

Jean-Luc Addor, conseiller national (VS),
Co-président du Comité contre la
naturalisation facilitée



Facilité

« Dans la situation actuelle, c'est un renforcement des contrôles qui devrait s'imposer dans la procédure de naturalisation. La nationalité et le passeport suisse doivent être accordés avec circonspection et après des vérifications détaillées et NON d'une manière automatique. Pour ma part, la naturalisation est une étape importante car la nationalité suisse comporte – et c'est ce qui lui donne son caractère unique – de larges droits politiques aux niveaux fédéral, cantonal et communal ! »

Raymond Clottu,
conseiller national (NE)



40'000/an ça suffit !

Arrêtons la naturalisation de masse !

NON

à la naturalisation facilitée



www.udc.ch CCP: 30-8828-5

« Personne n'est contre l'intégration des gens si intégration il y a et qu'elle est de qualité. Personne ne rejette un étranger simplement pour ce qu'il est. Mais les Suisses ont à cœur de ne pas brader un passeport qui risque de conférer des droits et des devoirs étendus à certaines personnes abusant du système pour le pervertir de l'intérieur. »

Oskar Freysinger, conseiller d'Etat (VS)
vice-président de l'UDC Suisse



OFFERTS:
FR. 3'000.-

MODÈLE SPÉCIAL



**SIX STAR
EDITION**



Par exemple: Subaru XV 2.0i AWD Swiss two, Lineartronic, 5 portes, 150 ch, catégorie de rendement énergétique F, CO₂ 151 g/km (33 g/km*), consommation mixte 6,5 l/100 km, prix catalogue: Fr. 30'700.-. Prime Six Star: Fr. 3'000.-. Vous ne payez que: Fr. 27'700.- (peinture métallisée comprise) ou Fr. 26'900.- en couleur Desert Khaki ou Hyper Blue.

Demandez à votre concessionnaire Subaru de vous présenter les autres modèles spéciaux Six Star Edition: Forester 2.0i AWD Swiss Lineartronic, Forester 2.0D AWD Luxury Lineartronic, Forester 2.0XT AWD Sport Lineartronic, Forester 2.0XT AWD Luxury Lineartronic. Jusqu'à épuisement des stocks.

LA MARQUE 4x4 DES SUISSES



SUBARU
Confidence in Motion

subaru.ch SUBARU Suisse SA, 5745 Safenwil, tél. 062 788 89 00. Concessionnaires Subaru: env. 200. multilease.ch. Prix nets conseillés sans engagement, TVA de 8% comprise. Les prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment. Moyenne de toutes les voitures neuves vendues en Suisse (toutes les marques): CO₂ 134 g/km. *Emissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité.

Une loi hors de prix

La loi sur l'énergie révisée entraîne des milliards de subventions, plus de réglementation, plus d'interdictions et plus de taxes et d'impôts. 200 milliards de francs, c'est ce que coûtera jusqu'en 2050 cette politique énergétique insensée. Un comité interpartis a lancé, avec l'UDC, un référendum pour combattre cette loi si mal engagée. Le peuple a donc la possibilité, le 21 mai, de refuser ces coûts supplémentaires.

La loi sur l'énergie est le signal de départ de toute une série de mesures dans le domaine énergétique. Le projet mammoth qui se cache sous le manteau de la stratégie énergétique 2050 inondera notre pays avec plus de bureaucratie et d'interdictions, encore plus de subventions et d'autres restrictions des droits à la liberté et à la propriété.

Des coûts de 200 milliards pour les citoyens

Les coûts afférents ces 30 prochaines années, à savoir 200 milliards de francs pour cette «utopie énergétique» étatique devront être supportés par les contribuables, les citoyens, les entrepreneurs, les locataires, les propriétaires de maisons, les automobilistes et les travailleurs:

sera pas disponible pour la consommation. Le tourisme, les commerces de détail et les entreprises artisanales devront faire face à un important manque à gagner.

La sécurité énergétique menacée

La redéfinition de l'approvisionnement énergétique que prévoit cette loi entraîne, compte tenu de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, une perte de la production d'électricité indigène de l'ordre de 35 à 40% ces prochaines décennies. Etant donné que les énergies renouvelables ne pourront pas couvrir l'abandon de cette énorme quantité de courant, la Suisse deviendra un pays importateur d'électricité, un pays qui sera donc encore plus dépendant de

sera plus possible de réduire notre dépendance qui est déjà totale dans le domaine des énergies fossiles (mazout, gaz, benzine).

En route vers le nirvana énergétique

La loi sur l'énergie ne concerne toutefois pas seulement le domaine de l'électricité, mais comprend tous les vecteurs énergétiques. Les objectifs de réduction de la consommation totale d'énergie stipulés dans la loi, à savoir 43 pour cent (mazout, diesel, benzine, gaz, électricité et bois) signifient qu'il faudra, ces 18 prochaines années, économiser près de la moitié de la consommation énergétique, ce qui relève de l'impossible. En particulier si l'on songe que, durant ce laps de temps, la population va augmenter de près d'un million de personnes si l'on ne diminue pas drastiquement l'immigration massive. L'interdiction prévue des chauffages à mazout à partir de 2029 va elle aussi dans la même direction. Cela signifierait qu'à partir de cette date plus de 800'000 chauffages de ce type devraient être remplacés en Suisse!

Les explications ci-dessus montrent bien que la loi sur l'énergie et la stratégie énergétique 2050 sont des constructions totalement erronées. Aidez-nous à les combattre.

Construction et extension des installations de production et du réseau électrique (incl. hausse de la RPC dans la loi sur l'énergie)	118 – 150 milliards CHF
Augmentation de la taxe sur le CO ₂	~ (20 milliards CHF)
Système incitatif en matière climatique et énergétique (2 ^e phase SE 2050)	~ 80 milliards CHF
Mesures renforcées dans le domaine de l'efficacité énergétique	~ 10 milliards CHF
Total des coûts pour les consommateurs et les contribuables	min. 200 milliards CHF
Coûts pour une famille avec 2 enfants	env. 3'200 francs/année

Source: Avenir de l'électricité – rapport global 2012, loi sur le CO₂, message sur le système incitatif en matière climatique et énergétique

3'200 francs pour un ménage de quatre personnes, soit 800 francs par personne et par année. Cet argent ne

l'étranger. L'abandon d'une grande partie de la production d'électricité indigène signifie également qu'il ne

Céline Amaudruz,
conseillère nationale,
Genève (GE)



Séminaire des cadres de l'UDC à Bad Horn

Le premier week-end de janvier s'est déroulé une nouvelle fois le traditionnel séminaire des cadres de l'UDC, à Bad Horn sur le lac de Constance. Cette édition était consacrée aux thèmes de l'Islam, de la migration et des impacts de ces derniers sur notre pays. Outre d'intéressants exposés, les participants ont eu l'occasion de discuter avec nos deux conseillers fédéraux. Après un état des lieux proposé par le responsable de la stratégie, le président du parti a résumé et réparti les mandats pour notre combat politique de cette nouvelle année.

Le célèbre reporter de guerre Kurt Pelda a montré dans un premier exposé impressionnant à quel point la situation générée par le conflit en Syrie continuera à être volatile. L'intervention de l'Iran ainsi que l'instabilité croissante en Turquie comportent le risque de se voir traduites à nouveau par une migration croissante vers l'Europe.

Des islamistes radicaux dans les mosquées suisses

Dans son deuxième exposé, Pelda donne des exemples concrets d'Islamistes radicaux qui sont déjà actifs dans certaines mosquées de notre pays. Nombre de ces extrémistes trouvent leurs moyens de subsistance dans nos assurances sociales. L'intervenant a également critiqué à juste titre la valse hésitation de nos autorités ainsi que leur manque de coordination; il a notamment exigé une



Kurt Pelda a fait le point sur la situation dans le monde arabe et sur les activités des islamistes radicaux en Suisse.

interdiction du financement des mosquées depuis l'étranger.

Pour conclure sur ce point, le conseiller national Walter Wobmann a montré huit mesures politiques qu'il est néces-

saire de mettre en place de toute urgence pour établir les limites qui s'imposent. Nos deux conseillers fédéraux ont conclu la première journée et ont répondu aux questions des participants.

Les requérants d'asile à l'aide sociale toute leur vie

Le deuxième jour, la parole a été donnée à la conseillère nationale Barbara Steinemann, qui s'est exprimée sur les coûts sociaux qui échappent à tout contrôle, notamment dans les communes. On peut partir du principe que jusqu'à 80% des bénéficiaires de l'aide sociale font partie de populations issues de la migration. Tandis que les coûts de l'aide sociale ont augmenté de près de 70% ces 10 dernières années, la durée moyenne de la perception de cette aide et les coûts par cas échappent à tout contrôle. En profite une industrie sociale aussi chère que surdimensionnée. Il faut donc empêcher à l'avenir que des requérants d'asile pro-



La conseillère nationale Barbara Steinemann a parlé des abus de l'État-providence en s'appuyant sur des exemples concrets.



Nos deux conseillers fédéraux ont répondu aux questions du secrétaire général Gabriel Lüchinger ainsi qu'à celles des participants.

fitent de l'aide sociale durant toute leur vie comme c'est le cas aujourd'hui, il faut mettre en place des contrôles plus sévères des abus et les communes doivent retrouver davantage de compétences dans ce domaine.

Les bilatérales ne procurent aucun avantage mesurable pour les citoyens

Pour terminer, le journaliste économique Florian Schwab nous a présenté son étude sur les avantages que le citoyen tire des bilatérales. S'appuyant sur des faits clairs et précis, il a montré que les accords bilatéraux I passés avec l'UE n'avaient entraîné pratiquement aucune augmentation du bien-être, mais qu'ils se sont traduits en revanche par une immigration extrêmement importante. Les bilatérales n'ont donc généré ni une croissance mesurable du PIB par tête d'habitant, ni leur abandon ne signifierait-il de sérieux problèmes pour notre économie. Schwab s'est également appuyé sur l'exemple de la Grande-Bretagne pour renforcer son propos: alors que l'on prédisait que la sortie du pays de l'UE allait entraîner une récession et des coûts élevés pour les citoyens, il

s'avère aujourd'hui que l'économie britannique a même connu une croissance plus rapide qu'avant le Brexit.

L'année 2017 sera décisive pour garantir l'indépendance


Christoph Blocher a conclu cette journée en dressant un état des lieux stra-

tégique. L'année 2017 sera une année décisive pour empêcher l'adhésion à l'UE et garantir notre indépendance. Le président Albert Rösti a rappelé quant à lui la promesse de la campagne 2015, promesse qui est toujours d'actualité pour que la Suisse continue à rester notre patrie libre.



Florian Schwab a démontré que les avantages économiques liés aux accords bilatéraux I étaient largement surestimés.

Voulez-vous que...

 ... les communes ne puissent plus vérifier soigneusement les demandes de naturalisation? Comment un fonctionnaire peut-il depuis son bureau de Berne vérifier sur la base de documents **l'attitude d'un jeune étranger par rapport à l'égalité des sexes et nos lois**, contrôler s'il maîtrise au moins une langue nationale?

 ... des élèves à l'éducation islamiste, qui **refusent de serrer la main des enseignantes des écoles suisses** parce que les femmes ne comptent pas à leurs yeux, bénéficient d'une naturalisation facilitée?

 ... **des parents ayant des idées islamistes radicales ou un lourd casier judiciaire** puissent s'assurer **un droit de séjour en Suisse** grâce à la naturalisation facilitée de leurs enfants?

 ... **encore plus de personnes de Turquie et des Balkans** soient naturalisées (38% des naturalisés proviennent de Turquie et des Balkans)?

 ... la conseillère nationale socialiste vaudoise obtienne raison, elle qui a déclaré que l'élément-clé de la nouvelle loi sur la naturalisation était **l'abandon de l'obligation faite aux candidats de prouver leur intégration?**

 ... **encore plus de personnes soient naturalisées** grâce à la naturalisation facilitée en plus des quelque 40 000 étrangers qui chaque année ont obtenu le droit de cité suisse depuis 2001?

Donc, le 12 février:

NON

à la naturalisation facilitée

dietschi
PRINT&DESIGN OLTEN

**BIEN PLUS QU'UNE
IMPRIMERIE**



DIETSCHI PRINT&DESIGN AG
Ziegelfeldstrasse 60
4601 Olten
T 062 205 75 75
www.dietschi-pd.ch

**VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX
DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 60'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.

Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**.

Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC Suisse, admin.ch, parlament.ch.

OUI à des routes du 21^{ème} siècle !

Le 12 février 2017 sera un jour historique pour les automobilistes. Le peuple va en effet voter sur le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA). En votant oui, les Suisses feront entrer le financement routier dans le 21^{ème} siècle.

Le projet, largement accepté par les chambres fédérales, vise à mettre en place un nouveau système de financement pour la construction et l'entretien des routes nationales, ainsi que pour le trafic dans les villes.

Reprises de routes cantonales

Avec FORTA, il est en plus prévu que la Confédération reprenne 400 kilomètres de routes cantonales et en assure l'entretien et l'aménagement. Des tronçons tels que le Grand Saint-Bernard ou l'autoroute Neuchâtel – La Chaux-de-Fonds – Le Locle sont concernés, avec des améliorations importantes en vue. Le réseau de routes et autoroutes nationales passera ainsi de 1800 kilomètres à quelques 2'200.

Egalité avec le rail

Le financement des routes nationales sera stable avec un fonds indépendant et illimité dans le temps, comme celui que le peuple a accepté en 2014 pour le rail avec le FAIF. Ainsi, la route et le rail seront sur pied d'égalité.

En votant oui au FORTA, il sera mis fin à des décennies de politique défavorable à la route, et le pays se donnera les moyens d'une infrastructure de transport digne de notre temps. Il est inacceptable que les autoroutes connaissent 20'000 heures de bouchons par année et que



Aujourd'hui, il y a chaque année 21'000 heures de bouchons sur les routes suisses. Ce fardeau représente un coût de plus de 2 milliards pour l'économie.

des contournements indispensables ne se réalisent pas.

Plus d'argent pour la route

Le seul point noir du projet est l'augmentation de 4 centimes par litre de l'impôt sur les huiles minérales, qui touche les carburants à la pompe. L'UDC s'y est opposée jusqu'au bout, mais a dû se ranger à la majorité parlementaire. En contrepartie, les moyens augmenteront grâce à l'affectation de 60% du produit de l'impôt à la route, contre 50% aujourd'hui, nota bene sans augmentation de la vignette autoroutière.

Les avantages décisifs de l'ensemble du projet l'emportent clairement et c'est donc avec enthousiasme que je vous invite à dire **oui à FORTA le 12 février prochain !**

Manfred Bühler,
conseiller national,
Cortébert (BE)





17^e Coupe nationale UDC de Jass

avec le conseiller fédéral Ueli Maurer et des conseillers nationaux et aux Etats UDC

Samedi, 18 février 2017

10h00 – 16h00

(ouverture des portes à 9h00)

**À la Sporthalle Güttingersreuti
à Weinfelden (TG)**

Genre de jeu

Chibre avec partenaire tiré au sort.
4 passes à 12 jeux, 48 jeux comptés.

Types de cartes

Cartes françaises et alémaniques.

Prix

Des prix attractifs. Chaque participant reçoit un cadeau. Challenge pour le vainqueur

Concours d'estimation:

1er prix Fr. 300.-

2e prix Fr. 200.-

3e prix Fr. 100.-

Coûts d'inscription

- Coûts d'inscription: Fr. 30.-
Le montant d'inscription sera versé à l'entrée
- Repas de midi: Fr. 18.-
Bons en vente à la caisse vers l'entrée

Participants

Tous les politiciens UDC, membres de l'UDC, sympathisants de l'UDC et amateurs de Jass sont cordialement invités à cette sympathique manifestation.

Inscription

Pour faciliter notre organisation, nous vous prions de vous annoncer le plus rapidement possible avec le talon ci-dessous, par courriel, par courrier postal ou par fax (nombre de places limité). Suite à votre inscription, vous recevrez une confirmation par poste, incl. les détails et un plan de situation.

Date limite d'inscription: 10 février 2017

Organisation

L'UDC Weinfelden sous la direction du président du groupe Manuel Strupler et du conseiller national Felix Müri.

Directeur du tournoi: Fabian Cadonau.



Talon d'inscription

Je m'inscris à la 17^e Coupe nationale UDC de Jass du samedi 18 février 2017:

Cartes françaises

Cartes alémaniques

Egal

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

NP Lieu: _____

Tél.: _____

Courriel ou fax: _____

**Inscription jusqu'au 10 février 2017 au:
Secrétariat général UDC, Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 300 58 58 - Fax 031 300 58 59 - Courriel: saurer@svp.ch**